



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 22 au 29 janvier 2026

English summary

Southern Africa

- Fitch downgraded Afreximbank's long-term rating to BB+ with a stable outlook, placing it in speculative "junk" status, following Ghana's debt restructuring and an increase in the bank's commercial risk profile. The move comes amid public tensions between Afreximbank and Fitch.

South Africa

- The yield on South Africa's 10-year sovereign bond fell to 8.15 % on 26 January 2026, its lowest level since September 2019, supported by a stronger rand, monetary easing, improved investor sentiment, and S&P sovereign rating upgrades.
- The government imposed provisional anti-dumping duties on clear float glass imports from Tanzania until 22 July 2026 to protect local producer PFG Building Glass and restore fair competition.
- Aspen Pharmacare agreed to sell its Asia-Pacific assets, mainly in Australia, for ZAR 26.5 billion, using the proceeds to reduce debt and strengthen its financial structure.
- The South African Reserve Bank (SARB) kept its key policy rate at 6.75 %, maintaining a cautious stance despite low inflation, now projected at 3.3 % for 2026.
- Tourism reached a record in 2025 with 10.5 million international arrivals (+17.6 %), supporting jobs and GDP, aided by new investment, security, and visa facilitation measures.
- Nissan sold its Rosslyn assembly plant to Chinese automaker Chery, marking a strategic shift toward local production and potentially higher import duties on vehicles from India and China.

- Eskom's proposed split into three entities remains contested, with critics warning that keeping transmission assets under Eskom could limit competition and the integration of private renewable energy.

Angola

- Plans to establish the Lobito Corridor Development Company aim to manage the Lobito railway corridor to the DRC, attracting investment in agriculture, industry, tourism, and services.
- Angola expects to raise over USD 4 billion in external financing in 2026 to strengthen treasury reserves amid a public debt level of ~45 % of GDP.
- China is no longer Angola's main creditor, despite USD 1.45 billion in Chinese loans in 2024, reflecting a strategic shift toward smaller, targeted projects.
- Authorities reported rising counterfeit goods, particularly medicines and shoes, highlighting border and port vulnerabilities.
- A single-rate licensing system was introduced for the tourism and hospitality sectors to reduce bureaucracy and improve predictability.
- The 2025 privatization program generated USD 764 million and supported roughly 5,000 jobs, with new sales planned for 2026.

Malawi

- The government called for urgent international assistance after deadly floods killed at least 40 people, displaced thousands, and worsened pre-existing food insecurity from the 2024 drought.

Mozambique

- The African Development Bank approved a USD 150 million senior loan for the Coral North FLNG project, supporting regional energy security and expected to generate over USD 20 billion in fiscal revenue over its lifetime.
- Flooding affected around 600,000 people across central and southern provinces, damaging roads, health infrastructure, and essential services.

Namibia

- Andrada Mining reported high lithium grades on its Lithium Ridge project, with surface samples up to 4.67 % Li₂O, alongside significant tin and tantalum, in partnership with SQM Australia.

Zambia

- The IMF approved the final USD 190 million disbursement under Zambia's Extended Credit Facility, following structural reforms and projected GDP growth of 5.2 % in 2025.
- Record copper production and higher global prices drove currency appreciation and disinflation, lowering annual inflation to 9.4 % in January 2026.

Le chiffre à retenir

8,15 %

Le rendement de l'obligation souveraine sud-africaine à 10 ans, le 26 janvier 2026

A LA UNE – Afrique du Sud

Le rendement de l'obligation d'État sud-africaine à 10 ans a chuté à son plus bas niveau depuis 2019

Le rendement de l'obligation souveraine sud-africaine à 10 ans a chuté à 8,15 % le 26 janvier 2026, contre plus de 12 % à la veille des élections générales de 2024. Il s'agit de son niveau le plus faible depuis septembre 2019. Cette diminution intervient dans un contexte d'appréciation du rand, d'assouplissement monétaire et d'amélioration du sentiment des investisseurs envers les actifs locaux. La révision à la baisse de la cible d'inflation et la réduction cumulée de 150 points de base du taux directeur de la Banque centrale depuis le mois de septembre 2024 ont notamment entraîné un réajustement significatif des anticipations de rendement. Cette situation traduit ainsi une amélioration de la perception du risque politique et macroéconomique, renforcée par la rehausse de la notation souveraine par S&P et le retour aux excédents primaires.

Malgré la surperformance récente des obligations sud-africaines et du rand, les faiblesses structurelles de la croissance et la dynamique de la dette continuent toutefois d'interroger la soutenabilité des niveaux de rendement actuels.

Sommaire :

Afrique australe

- Fitch abaisse la notation de crédit d'Afreximbank en catégorie spéculative (« junk »)

Afrique du Sud

- Droits de douane provisoires imposés sur les importations de verre float clair en provenance de Tanzanie
- Aspen Pharmacare vend ses actifs australiens pour 26,5 Mds ZAR
- La SARB maintient son taux directeur à 6,75 %
- La croissance des salaires se maintient en 2025, avec une accélération du pouvoir d'achat anticipée en 2026
- Croissance record du tourisme en 2025
- Chery rachète l'usine Nissan de Rosslyn alors que l'Afrique du Sud pourrait réhausser les droits de douane sur les véhicules produits en Inde et en Chine à 50 %
- Opposition croissante contre le plan de découpage d'Eskom de Ramokgopa

Angola

- L'Angola va créer une société publique pour gérer le corridor de Lobito
- L'Angola prévoit de lever plus de 4 Md USD à l'étranger pour renforcer sa trésorerie
- La Chine n'est plus le premier créancier de l'Angola
- L'Angola en tête des prêts chinois à l'Afrique en 2024, selon une étude
- Les médicaments, les anabolisants et les chaussures en tête de liste des produits contrefaits en Angola
- Le secteur de la restauration et du tourisme bénéficiera désormais d'une licence à taux unique
- La privatisation des actifs publics a rapporté 764 MUSD en 2025

Mozambique

- La Banque africaine de développement approuve un financement de 150 MUSD pour le projet de FLNG Coral North
- Environ 600 000 personnes ont été affectées par les inondations dans les régions du centre et du sud du pays

Malawi

- Appel urgent à l'aide internationale après des inondations meurtrières

Namibie

- Andrada annonce un fort potentiel pour son gisement de Lithium Ridge

Zambie

- Le FMI approuve le dernier versement à la Zambie de son programme d'aide
- L'augmentation du cours du cuivre porte la désinflation en Zambie

Afrique australe

Fitch abaisse la notation de crédit d'Afreximbank en catégorie spéculative (« junk »)

Fitch a abaissé à BB+ avec perspective stable la notation à long terme d'Afreximbank, la plaçant ainsi en catégorie spéculative (« junk »).

Cette révision fait suite à la conclusion de l'accord de restructuration de la dette du Ghana, qui a conduit Fitch à reclasser le profil de risque commercial de la banque de « moyen » à « élevé ». Malgré les revendications de la banque, l'agence a estimé qu'Afreximbank ne bénéficiait pas du statut de créancier privilégié. Pour mémoire, les traitements de dette du Ghana et de la Zambie prévoient tous les deux que la banque accorde un allègement de dette comparable à celui consenti par les créanciers officiels.

Cette dégradation survient dans un contexte de tensions publiques entre Afreximbank et Fitch. La banque a accusé l'agence d'adopter une « vision erronée » de la situation, tandis que Fitch a précisé avoir abaissé la notation pour des raisons commerciales après la rupture de leur relation d'affaires.

Afrique du Sud

Droits de douane provisoires imposés sur les importations de verre float clair en provenance de Tanzanie

Le 23 janvier 2026, les autorités sud-africaines, sur recommandation de la International Trade Administration Commission of South Africa (ITAC), ont décidé d'imposer des droits provisoires anti-dumping sur les importations de verre float clair en provenance de Tanzanie.

Cette mesure couvre plusieurs épaisseurs de verre (3 mm à 6 mm) et a été déclenchée après que l'entreprise locale PFG Building Glass a déposé une plainte alléguant que ces importations étaient vendues à des prix inférieurs à leur valeur normale.

L'ITAC a trouvé des preuves préliminaires suffisantes de dumping et de menace de préjudice, justifiant ainsi l'imposition de ces droits pour une période provisoire s'étendant jusqu'au 22 juillet 2026. Les droits varient selon les sous-positions tarifaires et le fabricant, avec des taux plus faibles appliqués à certains produits fabriqués par KEDA Ceramics Company Limited et des taux plus élevés pour les autres producteurs tanzaniens. L'usine Sapphire Float Glass a été créée suite à un investissement du groupe chinois Twyford Glass, ce qui pourrait correspondre à des pratiques de subventions transnationales, et donc à des pratiques de contournement.

Cette décision vise à protéger PFG Building Glass, qui est actuellement le seul producteur de verre clair float au sein de la SACU, en rééquilibrant les conditions de concurrence sur le marché sud-africain. L'ITAC a aussi invité le public à soumettre des commentaires écrits sur ses conclusions préliminaires afin d'affiner l'enquête avant prise de toute décision définitive.

Aspen Pharmacare vend ses actifs australiens pour 26,5 Mds ZAR

La société pharmaceutique sudafricaine Aspen a accepté une offre du fonds d'investissement australien BGH Capital pour la vente de ses actifs en Asie-Pacifique hors Chine, dont une part importante en Australie, pour environ 2,37 Mds AUD (26,5 Mds ZAR, soit 1,4 Md EUR).

Cette transaction concerne les opérations australiennes d'Aspen, un marché clé où l'entreprise est devenue un acteur majeur des médicaments génériques et des

produits en vente libre. La vente marque la fin d'une longue période d'expansion et de succès de la société dans le pays.

Les fondateurs prévoient d'utiliser l'essentiel des revenus de la cession pour réduire la dette d'Aspen et renforcer la structure financière du groupe, tout en conservant d'autres activités stratégiques à l'international.

La SARB maintient son taux directeur à 6,75 %

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*South African Reserve Bank - SARB*) a maintenu, le 29 janvier 2026, son taux directeur à 6,75 %.

Cette décision a été prise à quatre voix contre deux (en faveur d'une baisse). Si l'inflation demeure maîtrisée (3,6 % en décembre 2025 et 3,2 % en moyenne annuelle, son plus bas niveau depuis 2004), la SARB adopte une posture prudente, alors que la cible d'inflation a récemment été abaissée à 3 %. Les risques identifiés concernent principalement la hausse des prix de l'électricité, l'inflation alimentaire (notamment de la viande, affectée par l'épizootie de fièvre aphteuse), ainsi que l'incertitude entourant l'évolution du rand et des prix du pétrole.

Si la Banque a abaissé sa prévision d'inflation pour 2026 à 3,3 %, contre 3,5 % auparavant, dans un contexte d'appréciation du rand et de diminution des prix du pétrole, elle privilégie à ce stade une approche graduelle et conservatrice, visant à ancrer durablement les anticipations d'inflation autour de la nouvelle cible.

La croissance des salaires se maintient en 2025, avec une accélération du pouvoir d'achat anticipée en 2026

Selon l'indice *BankservAfrica Take-home Pay Index* (basé sur le suivi de 2,15 millions de salariés percevant entre 5 000 et

100 000 ZAR mensuels), les salaires nominaux ont progressé de 3,7 % en moyenne en 2025. Bien que ce chiffre marque un ralentissement par rapport aux 4,6 % enregistrés en 2024, la dynamique demeure positive.

En termes réels, l'augmentation s'établit à 0,5 %, soutenue par une inflation historiquement basse, qui s'est établie à 3,2 % en 2025.

Croissance record du tourisme en 2025

Le secteur touristique sud-africain signe une performance historique en 2025 avec une hausse de 17,6 % des arrivées internationales, atteignant le chiffre record de 10,485 millions de visiteurs. Cette dynamique permet au pays de surpasser enfin ses indicateurs d'avant la pandémie. Véritable pilier économique, le tourisme représentait en 2024 près de 8 % du PIB national et soutenait plus de 1,8 million d'emplois directs et indirects.

Pour consolider cette trajectoire, le ministère du Tourisme mise sur une stratégie pluridimensionnelle : la mise en œuvre de l'eTA (*Electronic Travel Authorisation*) pour simplifier les formalités d'entrée, une coordination accrue entre l'État et les provinces pour la promotion du tourisme, ainsi qu'un renforcement de la sécurité via le déploiement de 1 500 agents dédiés (*Safety Monitors*). Enfin, un plan d'investissement de 51 Md ZAR est engagé pour moderniser les infrastructures d'accueil.

Chery rachète l'usine Nissan de Rosslyn alors que l'Afrique du Sud pourrait réhausser les droits de douane sur les véhicules produits en Inde et en Chine à 50 %

Nissan vend son usine de montage de véhicules à l'entreprise chinoise Chery South Africa, mettant fin à plus de 60 ans de production locale à Rosslyn (Pretoria). La transaction inclut l'achat des installations

et de l'usine de soudure associée, et fait suite à la baisse de rentabilité de la seule usine de Nissan dans le pays et à sa restructuration globale. Jusqu'en 2024, l'usine de Rosslyn produisait le NP200, petit *bakkie* emblématique des routes sud-africaines. La marque reste cependant présente en Afrique du Sud mais l'ensemble de ses modèles seront désormais importés.

Le transfert d'activité pose plusieurs défis opérationnels, notamment la reprise du personnel technique et ouvrier (800 employés sont affectés, comprenant personnel de fabrication, les travailleurs indirects et les fonctions de soutien directement liées à la production), les relations avec les syndicats, et l'intégration des fournisseurs locaux impliqués dans la chaîne d'approvisionnement de Nissan. L'avenir de la production spécifique (modèles, volumes) reste à confirmer.

Il s'agit d'une opportunité stratégique pour Chery d'accroître sa fabrication locale et de réduire les coûts liés aux droits d'importation, tout en conservant l'infrastructure et le savoir-faire existants. Cela peut aussi faciliter l'accès à des incitations gouvernementales et potentiellement ouvrir des débouchés d'exportation. Selon les termes de l'Automotive Production and Development Programme (APDP), ces incitations sont néanmoins conditionnées à un modèle d'assemblage totalement localisé (*complete knock down- CKD*), plutôt qu'au montage de kits préassemblés (*semi knock-down- SKD*) pour lequel la valeur ajoutée locale est plus limitée. Le modèle d'assemblage pour l'usine Chery de Rosslyn n'a pas été confirmé.

Pour les marques chinoises, l'urgence de localiser leur production pourrait se renforcer suite aux déclarations d'Ayabonga Cawe, Commissaire de l'International Trade Administration Commission (ITAC), indiquant que les droits de douane sur les véhicules importés

d'Inde et de Chine pourraient être relevés de 25 % (actuellement) à 50 %. L'Inde et la Chine représentaient respectivement 53 % et 22 % des importations sud-africaines de véhicules en 2024. Des mesures similaires seront également envisagées pour les composants automobiles, dont le taux actuel (entre 10 et 12 %) est considéré comme relativement bas.

Opposition croissante contre le plan de découpage d'Eskom de Ramokgopa

La proposition de découpage d'Eskom en trois entités (production, distribution, transmission) reste controversée. De nombreux acteurs, dont Operation Vulindlela, une initiative conjointe de la présidence sud-africaine et du Trésor national, lancée en octobre 2020 afin d'accélérer les réformes structurelles, et le secteur privé, dénoncent le maintien des actifs de transmission chez National Transmission Company of SA (NTCSA-filiaire d'Eskom), qu'ils jugent contraire au principe de concurrence équitable, limitant l'accès au réseau pour les producteurs privés d'énergie.

Les critiques insistent sur la nécessité d'un opérateur de système de transmission (TSO) indépendant avec ses propres actifs et bilan, pouvant être utilisés comme garanties pour financer l'extension du réseau et permettre l'intégration de nouvelles capacités, notamment renouvelables. Sans cela, la libéralisation du marché et la sécurité énergétique pourraient être compromises. La lettre conjointe de nombreuses associations, dont Business Leadership SA, Business Unity SA et l'Association Asisa souligne que le TSO doit disposer d'actifs et de revenus prévisibles pour fonctionner efficacement et éviter les retards dans l'expansion du réseau.

Ramokgopa justifie le maintien des actifs chez Eskom par les implications financières sur les accords de crédit existants. Un retrait des actifs de réseau du bilan des

actifs d'Eskom fragiliserait fortement la situation financière, encore fragile, de l'entreprise publique. Le ministre affirme que sa démarche est conforme à la loi et qu'il adopte une approche prudente pour évaluer les conséquences avant tout transfert. Aucun changement de plan n'a été annoncé, malgré les objections.

Angola

L'Angola va créer une société publique pour gérer le corridor de Lobito

Le gouvernement angolais a annoncé la prochaine mise en place d'une nouvelle société publique basée à Lobito, la *Lobito Corridor Development Company*, qui sera chargée de la gestion, de la coordination et de la promotion du corridor de Lobito, une ligne ferroviaire de plus de 1 300 km reliant le port de Lobito à la frontière avec la RDC. L'objectif est de transformer ce corridor en pôle de développement économique, via l'attraction d'investissements dans l'agriculture, l'industrie, le tourisme et les services, tout en renforçant la compétitivité du pays, la création d'emplois et le transfert de technologies.

L'exploitation de la ligne reste assurée par le consortium *Lobito Atlantic Railway* (Mota-Engil, Trafigura, Vecturis), dans le cadre d'un investissement d'environ 1 Md USD, soutenu par la DFC américaine et la Banque de développement d'Afrique australe (DBSA). Le corridor s'inscrit également dans l'initiative européenne *Global Gateway*, avec un financement annoncé de 600 M EUR dans le cadre du G7.

L'Angola prévoit de lever plus de 4 Md USD à l'étranger pour renforcer sa trésorerie

L'Angola prévoit de mobiliser plus de 4 Md USD de financements extérieurs en 2026 afin de renforcer sa trésorerie, principalement via les marchés internationaux, la Banque mondiale et des

financements commerciaux. Cette enveloppe inclut un mécanisme de conversion de dette en investissement dans le secteur de la santé. Ces ressources représenteraient près de la moitié des financements extérieurs inscrits au budget 2026.

Cette stratégie intervient dans un contexte de forte contrainte budgétaire, le service de la dette pouvant absorber environ 40 % des dépenses publiques, majoritairement au titre de la dette extérieure. Le stock de dette publique est estimé à environ 45 % du PIB. Le FMI table sur une croissance modérée, autour de 2 %, conditionnée aux progrès en matière de diversification économique.

La Chine n'est plus le premier créancier de l'Angola

Le directeur général de l'Unité de gestion de la dette publique, Dorivaldo Teixeira, a annoncé lors de la présentation de sa stratégie d'endettement pour la période 2026/28 que la Chine n'était plus le principal créancier de l'Angola.

Il a souligné l'évolution du profil de la dette angolaise ces dernières années, marquée par une réduction du poids des créanciers extérieurs, en particulier chinois. « Entre 2021 et 2025, le ratio dette publique/PIB est passé de 69 % à 50,5 %, avec une légère augmentation de la dette extérieure », a-t-il précisé.

L'Angola en tête des prêts chinois à l'Afrique en 2024, selon une étude

Dans un contexte de chute des financements chinois au continent africain (près de -50 % sur un an, selon une étude récente), l'Angola est devenu le premier bénéficiaire des prêts chinois en Afrique (1,45 Md USD de prêts).

Ce recul reflète un réajustement stratégique de la Chine, désormais orientée vers des projets plus ciblés et de moindre

ampleur, au détriment des grands prêts souverains. En Angola, les financements ont principalement concerné une ligne de transport d'électricité et un projet d'infrastructures à proximité de Luanda. Depuis 2000, le pays a reçu plus de 49 Md USD de prêts chinois, soit plus du quart du total africain.

L'étude souligne également une transition progressive du dollar vers le yuan dans les nouveaux financements, observée notamment au Kenya, permettant de réduire les coûts du service de la dette. En 2024, seuls six pays africains, dont l'Angola, ont bénéficié de prêts chinois, pour un total de six projets, aucun n'excédant 1 Md USD. Le rapport relève enfin la faiblesse des investissements dans les énergies vertes, tout en évoquant un soutien indirect possible de la Chine à la transition énergétique africaine (études de préfaisabilité, effet d'entraînement sur les capitaux privés).

Les médicaments, les anabolisants et les chaussures en tête de liste des produits contrefaits en Angola

L'Administration générale des impôts (AGT) alerte sur la hausse des produits contrefaits en Angola, en particulier les médicaments, anabolisants et chaussures, introduits par les voies terrestre, maritime et aérienne. Ce phénomène entraîne une perte de recettes fiscales et une concurrence déloyale pour les entreprises du secteur formel.

Les autorités pointent les vulnérabilités aux frontières et dans les ports, qui facilitent l'entrée de ces produits, une problématique également observée dans d'autres pays à faible capacité de contrôle. Des mesures de renforcement des contrôles et de sensibilisation du public sont prévues, notamment en raison des risques sanitaires associés.

Le secteur de la restauration et du tourisme bénéficiera désormais d'une licence à taux unique

Le gouvernement angolais instaure une licence à taux unique pour les secteurs de la restauration et du tourisme. Les restaurants, bars, cantines, pâtisseries, ainsi que les entreprises touristiques et agences de voyages, ne s'acquitteront désormais que d'une seule taxe, en remplacement de multiples redevances auparavant exigées.

Cette réforme vise à simplifier les procédures administratives, réduire la bureaucratie, les coûts et les délais pour les opérateurs économiques, tout en améliorant la prévisibilité et l'efficacité du système de licences. Elle s'inscrit dans la stratégie de modernisation de l'État, de facilitation des affaires et de promotion de la formalisation, et est encadrée par les décrets présidentiels n° 19/26, 20/26 et 21/26, publiés le 23 janvier 2026.

La privatisation des actifs publics a rapporté 764 MUSD en 2025

En 2025, l'État angolais a encaissé 764 Md AOA, soit environ 764 MUSD, dans le cadre du Programme de privatisation (PROPRIV), sur un objectif annuel de 1 275 Md AOA. Parmi les opérations emblématiques figurent la cession de participations dans la *Banco de Fomento Angola* (BFA), ainsi que des usines et hôtels liés au groupe CIF.

Le programme a contribué à la création et au maintien d'environ 5 000 emplois, dont 1 400 liés à une nouvelle usine d'assemblage automobile à Icolo e Bengo. En 2026, de nouvelles privatisations, notamment Standard Bank Angola et Unitel, devraient être réalisées *via* la Bourse.

Depuis son lancement en 2019, 121 actifs sur 170 ont été privatisés. Les 49 restants devraient l'être d'ici la fin de l'année, marquant la clôture du programme, dont l'objectif est de réduire le rôle de l'État,

stimuler l'investissement privé et améliorer l'efficacité économique.

Malawi

Appel urgent à l'aide internationale après des inondations meurtrières

Le gouvernement du Malawi a lancé un appel urgent à la communauté internationale alors que de fortes pluies et des inondations persistantes ont provoqué la mort d'au moins 40 personnes et déplacé des milliers d'habitants à travers le pays. Ces intempéries ont causé des dégâts importants aux infrastructures, notamment aux routes et aux ponts, ce qui complique considérablement les opérations d'aide et d'assistance dans les zones les plus touchées.

Les autorités, par la voix du commissaire du Département de gestion des catastrophes, Wilson Moleni, ont indiqué que les besoins humanitaires continuent de croître avec l'augmentation du nombre de sinistrés, et que les ressources nationales sont déjà sous pression. Malgré l'aide reçue jusqu'à présent, l'ampleur de la crise dépasse les capacités du pays, ce qui motive l'appel renouvelé à un soutien externe pour compléter les efforts locaux.

Cette situation survient alors que le Malawi fait face à une situation d'insécurité alimentaire depuis la sécheresse (2024) causée par le phénomène météorologique El Niño. Les inondations aggravent cette vulnérabilité en perturbant davantage l'agriculture et en mettant sous tension les services essentiels pour les communautés affectées. L'Union Européenne a annoncé une aide humanitaire de 200 000 EUR (433 M KWM) en réponse à cette crise.

Mozambique

La Banque africaine de développement approuve un financement de 150 MUSD pour le projet de FLNG Coral North

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, le 14 janvier, un prêt senior de 150 M USD destiné à soutenir le développement du projet Coral North FLNG.

Le projet, dirigé par Eni S.p.A., est une réplique de Coral South et devrait coûter plus de 7 Md USD. Coral North devrait générer plus de 20 Md USD de recettes fiscales sur l'ensemble de sa durée de vie. Le projet prévoit de consacrer une partie de la production de GNL à l'accès à la cuisson propre, au développement industriel national, à l'exportation de gaz vers la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi qu'au développement de projets de production d'électricité à partir du gaz, ce qui renforcera la sécurité et la résilience énergétiques de la région.

Environ 600 000 personnes ont été affectées par les inondations dans les régions du centre et du sud du pays

Le 16 janvier, le Gouvernement a déclaré une alerte rouge à l'échelle nationale, lançant dans la foulée un appel formel à l'appui international, concernant notamment une assistance aérienne aux opérations de recherche et de sauvetage, une assistance logistique et technique, ainsi que la fourniture de biens essentiels pour sauver des vies, en coordination avec l'INGD.

Les inondations ont touché les provinces de Maputo, de Gaza, d'Inhambane, de Sofala et de Zambézia, la province de Gaza étant la plus durement affectée. Plus de 73 600 personnes sont actuellement déplacées et hébergées dans 71 centres

d'accueil à travers le pays, et ce nombre continue d'augmenter quotidiennement. Selon l'OCHA, « les chiffres continuent d'augmenter en raison de la persistance des inondations et des relâchements d'eau des barrages afin d'éviter leur rupture ».

Les infrastructures critiques ont également été lourdement touchées, notamment celles des établissements de santé. Environ 5 000 km de routes ont aussi été endommagés dans neuf provinces, y compris la route principale reliant la capitale, Maputo, au reste du pays, qui est actuellement impraticable, ce qui entraîne de graves perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Namibie

Andrada annonce un fort potentiel pour son gisement de Lithium Ridge

Andrada Mining Limited a annoncé des résultats de prospection très encourageants sur son projet Lithium Ridge en Namibie, avec des échantillons de surface montrant des teneurs en oxyde de lithium (Li_2O) supérieures à 4 %, le pic atteignant environ 4,67 % — des valeurs considérées comme élevées dans le secteur du lithium dur. Ces résultats proviennent de prélèvements multiples sur des corps de pegmatite le long d'une zone minéralisée et confirment aussi la présence de minerais associés comme l'étain et le tantale à des concentrations significatives. Le principal minerais de lithium identifié est le spodumène, cohérent avec des campagnes de forage antérieures.

Cette activité fait partie d'un programme d'exploration plus large mené en partenariat avec la société chilienne Sociedad Química y Minera de Chile SA (deuxième producteur mondial de lithium), via sa filiale SQM Australia, qui finance une première phase de forage dans le cadre d'un accord d'acquisition de participation visant à obtenir jusqu'à 30 % du projet. Le

directeur général, Anthony Viljoen, a indiqué que ces résultats de surface renforçaient la confiance dans le potentiel du projet et pourraient améliorer la viabilité économique en tenant compte des sous-produits.

Le programme de forage se poursuit comme prévu avec des premiers résultats d'analyses attendus prochainement, et s'ajoute à la stratégie plus large d'Andrada d'augmenter la production de métaux critiques à partir de ses actifs en Namibie, tout en développant parallèlement ses opérations d'étain et d'autres métaux.

Zambie

Le FMI approuve le dernier versement à la Zambie de son programme d'aide

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé ce mardi le versement de la septième et dernière tranche du programme de financement (Facilité Elargie de Crédit – FEC) de 1,7 Md USD octroyé en août 2022, pour un montant de 190 M USD. Pour rappel, la Zambie avait été le premier pays africain à faire défaut durant la pandémie de Covid-19. Après l'élection du président Hakainde Hichilema, Lusaka a engagé de profondes réformes structurelles pour stabiliser son cadre macroéconomique. Ces efforts, couplés à une croissance attendue à 5,2 % en 2025, ont été salvés par l'agence Standard & Poor's qui a relevé la notation de la dette zambienne de « SD » (défaut sélectif) à « CCC+/C » en novembre dernier. Dans la foulée, Fitch Ratings a également relevé la note souveraine de la Zambie de « RD » (*restricted default*) à « B- » en fin novembre, avec une perspective stable. Ce redressement marque le retour progressif du pays vers la stabilité financière sur la scène continentale.

Les obligations en USD de la Zambie arrivant à échéance en 2053 ont toutefois chuté récemment, après que le FMI a publié des prévisions économiques moins

optimistes qu'initialement prévu. Malgré des prix et une production record de cuivre, le FMI a en effet abaissé ses projections de croissance pour 2026 à 5,8 % (contre 6,4 % précédemment) et réduit ses prévisions d'excédent courant à 1,7 % du PIB (contre 2,7 % précédemment). Les réserves de change couvriraient désormais 3,9 mois d'importations (contre 4,4 mois anticipés précédemment).

Le gouvernement zambien a officiellement sollicité un nouveau programme de soutien auprès du FMI, dont la négociation s'annonce toutefois ardue en année électorale.

L'augmentation du cours du cuivre porte la désinflation en Zambie

Le ministre des Mines et du Développement des minéraux, Paul Kabuswe, a annoncé que la Zambie devrait franchir le cap historique du million de tonnes de cuivre produites en 2026. Cette annonce intervient alors que l'année 2025 a enregistré une production record de 890 346 tonnes (+8 % par rapport à 2024). Le pays, deuxième producteur de cuivre d'Afrique, bénéficie par ailleurs de la flambée des cours mondiaux du métal

rouge (+50 % sur un an). L'envolée des cours mondiaux du cuivre, qui génère plus de 70 % des recettes d'exportations de la Zambie, a favorisé un afflux massif de devises étrangères sur le marché local, entraînant mécaniquement une appréciation du kwacha face au dollar américain.

Le rallye haussier du kwacha, qui a gagné plus de 10% face au dollar américain depuis le début de l'année, a permis de réduire les pressions inflationnistes sur les produits importés. L'inflation annuelle en Zambie a donc repris sa trajectoire descendante en janvier 2026, s'établissant à 9,4 % en glissement annuel contre 11,2 % le mois précédent. Cette baisse s'explique par une légère baisse de l'inflation des produits alimentaires (de 12,9 % à 10,9 % en g.a.), ainsi que des produits non alimentaires (8,7 %, à 7,3 % en g.a.)

Pour mémoire, en novembre 2025, la banque centrale zambienne a abaissé son taux directeur à 14,25 % (-25 points de base), une première depuis août 2020. L'objectif d'inflation de l'institution se situe dans une fourchette cible comprise entre 6 % et 8 %.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr